

SEANCE DU  
5 OCTOBRE 2023

**Nombre de conseillers en exercice :**  
**71**

**Nombre de conseillers présents :**  
**61**

**Date de convocation :**  
**29 septembre 2023**

**Date d'affichage :**  
**6 octobre 2023**

**OBJET :**  
**Transport urbain - Aide  
exceptionnelle 2023 de l'État en  
faveur des autorités organisatrices  
de la mobilité**

**Nombre de Conseillers ayant pris  
part au vote : 69**

**Nombre de Conseillers ayant voté  
pour : 69**

**Nombre de Conseillers ayant voté  
contre : 0**

**Nombre de Conseillers s'étant  
abstenus : 0**

**Nombre de Conseillers :**

- **ayant donné pouvoir : 8**
- **n'ayant pas donné pouvoir : 2**

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS, le 05 octobre à dix-huit heures trente** le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance, Salle de l'Alto - 71200 LE CREUSOT , sous la présidence de **M. David MARTI, président**

**ETAIENT PRESENTS :**

M. Jean-François JAUNET - Mme Isabelle LOUIS - M. Jérémy PINTO - Mme Monique LODDO - M. Guy SOUVIGNY - M. Philippe PIGEAU - Mme Montserrat REYES - M. Georges LACOUR - M. Yohann CASSIER - M. Jean-Claude LAGRANGE - Mme Evelyne COUILLEROT - M. Cyril GOMET - Mme Frédérique LEMOINE - M. Daniel MEUNIER

**VICE-PRESIDENTS**

Mme Alexandra MEUNIER - M. Noël VALETTE - M. Michel CHAVOT - M. Michel CHARDEAU - M. Alain BALLOT - M. Charles LANDRE - Mme Jocelyne BLONDEAU - Mme Marie-Claude JARROT - M. Jean-Paul BAUDIN - Mme Jeanne-Danièle PICARD - M. Denis BEAUDOT - M. Jean GIRARDON - M. Denis CHRISTOPHE - Mme Séverine GIRARD-LELEU - M. Sébastien GANE - Mme Stéphanie MICHELOT-LUQUET - M. Gérard DURAND - M. Felix MORENO - M. Lionel DUPARAY - M. Michel TRAMOY - M. Philippe PRIET - M. Gilbert COULON - M. Marc MAILLIOT - M. Thierry BUISSON - M. Guy MIKOLAJSKI - M. Jean PISSELOUP - M. Enio SALCE - M. Jean-Paul LUARD - M. Roger BURTIN - M. Christian GRAND - Mme Aurélie SIVIGNON - M. Bernard DURAND - Mme Pascale FALLOURD - M. Christophe DUMONT - M. Daniel DAUMAS - M. Armando DE ABREU - M. Bernard FREDON - Mme Chantal LEBEAU - M. Didier LAUBERAT - Mme Barbara SARANDAO - M. Frédéric MARASCIA - Mme Gilda SARANDAO - M. Abdoukader ATTEYE - Mme Paulette MATRAY - M. Gérard GRONFIER - Mme Salima BELHADJ-TAHAR

**CONSEILLERS**

**ETAIENT ABSENTS & EXCUSES :**

Mme Christiane MATHOS  
Mme Amélie GHULAM NABI  
Mme PERRIN (pouvoir à M. Jean-Claude LAGRANGE)  
Mme FRIZOT (pouvoir à M. Michel TRAMOY)  
Mme MARTINEZ (pouvoir à M. Jérémy PINTO)  
M. FRIZOT (pouvoir à Mme Frédérique LEMOINE)  
M. REPY (pouvoir à M. Noël VALETTE)  
M. SELVEZ (pouvoir à Mme Paulette MATRAY)  
M. COMMEAU (pouvoir à Mme Isabelle LOUIS)  
Mme ROUX-AMRANE (pouvoir à M. Roger BURTIN)

**SECRETARE DE SEANCE :**

M. Jean PISSELOUP



Le rapporteur expose :

« Au cours de l'adoption de la loi de finances 2023, l'Etat a annoncé l'octroi d'une enveloppe exceptionnelle de 300 millions d'euros pour aider les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) urbaines à faire face à la hausse des coûts énergétiques. 200 millions d'euros sont destinés à Ile de France Mobilités et 100 millions d'euros aux autres AOM urbaines.

A l'issue de concertations avec le GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport), avec Intercommunalités de France et avec France Urbaine, l'enveloppe de 100 millions d'euros se répartit pour 80 % pour les services publics de transport (y compris non routier) fonctionnant en mode principal à l'électricité ou au gaz naturel. La dotation restante de 20 millions d'euros est réservée aux services publics de transport des petits réseaux, sans distinction du mode d'alimentation énergétique.

La Communauté Urbaine, en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, éligible au titre des 20 millions d'euros, a déposé un dossier le 4 avril 2023 en fournissant les kilomètres totaux 2022 effectués par des véhicules de transport en commun toutes motorisations, pour les services réguliers (urbains et TAD) et scolaires, à savoir 1 822 187 km, se répartissant ainsi :

- Lignes régulières : 997 654,00 km (kilomètres Haut le Pied et en charge) ;
- Lignes TAD (TGV et rural) : 64 804,00 km ;
- Lignes scolaires : 759 729,00 km (kilomètres Haut le Pied et en charge).

Par arrêté du 29 juin 2023 portant répartition de l'aide exceptionnelle de 100 millions d'euros au soutien des autorités organisatrices de la mobilité, visées par l'article L. 1231-1 du code des transports (hors Ile-de-France), le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires a attribué à la Communauté urbaine Creusot-Montceau une aide exceptionnelle d'un montant de 83 403 euros.

L'arrêté du 29 juin 2023 prévoit également que le préfet de région est responsable du versement de cette aide. Aussi, une décision de ce dernier actera l'attribution de cette subvention exceptionnelle.

Par anticipation des pièces à fournir pour le versement de cette aide, il vous est proposé de délibérer dès aujourd'hui, afin d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté urbaine à signer tout document permettant l'obtention de la subvention exceptionnelle d'un montant de 83 403 euros. »

LE CONSEIL,  
Après en avoir débattu,  
Après en avoir délibéré,  
DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau à signer tout document permettant le versement de l'aide exceptionnelle de 83 403 euros attribuée à la collectivité, par arrêté du 29 juin 2023 du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.
- d'imputer cette somme au chapitre correspondant.

Certifié pour avoir été reçu  
à la sous-préfecture le 6 octobre 2023  
et publié, affiché ou notifié le 6 octobre 2023

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT,  
Pour le président absent,  
Le vice-président,  
Daniel MEUNIER

A handwritten signature in black ink, enclosed in a thin black rectangular border. The signature is stylized, starting with a large, circular 'D' followed by 'MEUNIER' in a cursive script. A horizontal line is drawn across the bottom of the signature.

LE PRESIDENT,  
Pour le président absent,  
Le vice-président,  
Daniel MEUNIER

A handwritten signature in black ink, enclosed in a thin black rectangular border. The signature is stylized, starting with a large, circular 'D' followed by 'MEUNIER' in a cursive script. A horizontal line is drawn across the bottom of the signature.

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

**Arrêté du 29 juin 2023 portant répartition de l'aide exceptionnelle de 100 millions d'euros au soutien des autorités organisatrices de la mobilité, visées par l'article L. 1231-1 du code des transports (hors Ile-de-France)**

NOR : TRET2317209A

Le ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports,

Vu la Constitution, notamment son article 73 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 1231-1 et L. 1231-1-1 ;

Vu la loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 ;

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2022-832 du 1<sup>er</sup> juin 2022 relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

Vu le décret n° 2022-1080 du 29 juillet 2022 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports ;

Vu le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2023 relatif à la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle de 100 millions d'euros aux autorités organisatrices de la mobilité, visées à l'article L. 1231-1 du code des transports, en faveur des services publics de transport en commun (hors Ile-de-France),

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – En application de l'article 7 de l'arrêté du 18 avril 2023 susvisé, le montant de l'aide exceptionnelle est réparti entre les autorités organisatrices de la mobilité visées aux I et II de l'article L. 1231-1 du code des transports ainsi qu'aux communes continuant d'organiser des services au titre du II de ce même article (hors Ile-de-France), selon les modalités prévues au présent arrêté.

Le montant minimum de l'aide est de 1 000 euros.

**Art. 2.** – Les organismes bénéficiaires de l'enveloppe de 80 millions d'euros prévue à l'article 3 de l'arrêté du 18 avril 2023 susvisé dédiée aux transports en commun fonctionnant à l'électricité ou au gaz naturel sont listés en annexe I du présent arrêté.

**Art. 3.** – Les organismes bénéficiaires de l'enveloppe de 20 millions d'euros prévue à l'article 3 de l'arrêté du 18 avril 2023 susvisé dédiée aux transports en commun fonctionnant avec une autre énergie que l'électricité ou le gaz naturel, sont listés en annexe II du présent arrêté.

**Art. 4.** – Les aides sont versées par le préfet de région.

**Art. 5.** – Le directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités ainsi que les préfets de région sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès de l'administration auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait le 29 juin 2023.

CLÉMENT BEAUNE

## ANNEXES

## ANNEXE I

LISTE DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE L'ENVELOPPE DE 80 MILLIONS D'EUROS DÉDIÉE  
AUX TRANSPORTS EN COMMUN FONCTIONNANT À L'ÉLECTRICITÉ OU AU GAZ NATUREL

## Auvergne-Rhône Alpes

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Annonay Rhône Agglo	37 996 €
CA Montélimar Agglomération	56 690 €
CA Vienne Condrieu	83 957 €
CC de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc	126 584 €
Saint-Etienne Métropole	722 413 €
SM des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC)	1 091 526 €
SM des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL)	7 583 113 €
Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise	3 065 925 €
Valence-Romans déplacements	661 417 €

## Bourgogne-Franche-Comté

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Pays de Montbéliard Agglomération	476 429 €
CU Grand Besançon Métropole	747 694 €
Dijon Métropole	513 892 €

## Bretagne

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Brest Métropole	402 165 €
CA Quimper Bretagne Occidentale	609 836 €
Rennes Métropole	1 736 261 €

## Centre-Val de Loire

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Orléans Métropole	1 273 947 €
Syndicat mixte intercommunal à vocation de transports urbains Agglomération de Bourges	396 757 €

## Corse

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA de Bastia	54 208 €

## Grand Est

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Colmar Agglomération	417 111 €
CA de Forbach Porte de France	195 345 €
CA Mulhouse Alsace Agglomération	640 958 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Sarreguemines Confluences	110 351 €
CC du Pays de Saverne	7 828 €
Eurométropole de Strasbourg	4 842 427 €
Métropole du Grand Nancy	2 057 012 €

## Hauts-de-France

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Amiens Métropole	597 074 €
CA du Beauvaisis	196 800 €
CA du Boulonnais	363 773 €
CA du Pays de Laon	55 269 €
CA du Saint-Quentinois	75 417 €
CC Thelloise	20 120 €
CU d'Arras	482 235 €
CU de Dunkerque	1 844 290 €
Métropole Européenne de Lille	9 174 448 €
SI de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois	521 763 €

## Normandie

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CC Argentan Intercom	21 657 €
CC de Granville, Terre et Mer	13 827 €
CU Caen la Mer	953 462 €
Métropole Rouen Normandie	740 550 €

## Nouvelle-Aquitaine

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Bordeaux Métropole	6 409 640 €
CA du Bassin d'Arcachon Nord	46 706 €
CA du Grand Dax	147 112 €
CC Haut Val de Sèvre	10 260 €
CU du Grand Poitiers	1 141 353 €
CU Limoges Métropole	384 459 €

## Occitanie

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA de Béziers-Méditerranée	565 863 €
CA de Nîmes Métropole	515 975 €
CA Rodez Agglomération	85 717 €
Commune d'Argelès-sur-Mer	14 263 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Commune de Lavaur	10 205 €
Montpellier Méditerranée Métropole	2 740 834 €
SM des transports en commun de l'agglomération toulousaine	7 741 151 €

## Pays de la Loire

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Clisson Sèvre et Maine Agglo	54 889 €
CC Châteaubriant-Derval	14 681 €
CC du Sud Estuaire	31 821 €
CU Le Mans Métropole	1 437 739 €
Ile d'Yeu	18 241 €
Nantes Métropole	6 591 942 €

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Cannes Pays de Lérins	199 716 €
CA de Sophia Antipolis	248 884 €
CA Durance-Lubéron-Verdon Agglomération	130 147 €
CA Luberon Monts de Vaucluse	12 597 €
Commune d'Apt	11 977 €
Dracénie Provence Verdon Agglomération	424 773 €
Estérel Côte d'Azur Agglomération	123 632 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	4 384 653 €
Métropole Nice Côte d'Azur	2 868 452 €
Métropole Toulon-Provence-Méditerranée	659 791 €

## ANNEXE II

LISTE DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE L'ENVELOPPE DE 20 MILLIONS D'EUROS DÉDIÉE AUX TRANSPORTS EN COMMUN FONCTIONNANT AVEC UNE AUTRE ÉNERGIE QUE L'ÉLECTRICITÉ OU LE GAZ NATUREL

## Auvergne-Rhône Alpes

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Agglo Pays d'Issoire	24 871 €
CA Annemasse-Les Voirons-Agglomération	74 783 €
CA Arlysère	29 795 €
CA du Bassin d'Aurillac	53 072 €
CA du Bassin de Bourg-en-Bresse	121 533 €
CA du Grand Annecy	275 918 €
CA du Grand Chambéry	225 389 €
CA du Pays de Gex	77 965 €
CA du Pays Voironnais	93 615 €
CA du Puy-en-Velay	93 242 €
CA Grand Lac	63 123 €
CA Montluçon Communauté	50 153 €
CA Moulins Communauté	54 691 €
CA Porte de l'Isère (CAPI)	111 330 €
CA Privas Centre Ardèche	52 306 €
CA Riom Limagne et Volcans	42 348 €
CA Roannais Agglomération	88 800 €
CA Thonon Agglomération	101 395 €
CA Vichy Communauté	72 623 €
CC Cluses-Arve et Montagnes	70 692 €
CC de la Côtière à Montluel	1 813 €
CC de Miribel et du Plateau	19 206 €
CC Dombes Saône Vallée	9 579 €
CC du Genevois	31 383 €
CC Pays d'Evian Vallée d'Abondance	46 588 €
CC Rumilly Terre de Savoie	27 059 €
Haut - Bugey Agglomération	27 332 €
Loire Forez Agglomération (LFA)	23 805 €
SM4CC	108 002 €
Syndicat mixte des transports urbains du bassin thiernois	22 097 €
Val-Cenis	2 284 €

## Bourgogne-Franche-Comté

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay	54 732 €
CA de l'Auxerrois	63 218 €
CA de Nevers	87 900 €
CA de Vesoul	30 795 €
CA du Grand Sénonais	46 631 €
CA ECLA (Espace Communautaire Lons Agglomération)	10 787 €
CA Le Grand Chalon	123 445 €
CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	60 189 €
CC Coeur de Loire	5 196 €
CC de la Station des Rousses-Haut Jura	2 604 €
CC du Grand Autunois Morvan	2 967 €
CC du Pays d'Alésia et de la Seine	1 000 €
CC du Pays d'Héricourt	11 788 €
CC du Val de Morteau	1 000 €
CC Le Grand Charolais	5 208 €
CC Terres de Saône	2 487 €
CU Le Creusot Montceau-les-Mines	83 403 €
SM des transports en commun du Territoire-de-Belfort	249 583 €

## Bretagne

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Concarneau Cornouaille Agglomération	63 283 €
CA Dinan Agglomération	19 849 €
CA du Pays de Landerneau-Daoulas	12 389 €
CA du Pays de Saint Malo Agglomération	160 958 €
CA Fougères Agglomération	21 574 €
CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	286 012 €
CA Guingamp-Paimpol Agglomération de l'Armor à l'Argoat	14 196 €
CA Lamballe Terre et Mer	73 434 €
CA Lannion-Trégor Communauté	53 578 €
CA Lorient Agglomération	357 720 €
CA Morlaix Communauté	76 093 €
CA Quimperlé Communauté	59 278 €
CA Redon Agglomération	83 299 €
CA Saint-Brieuc Armor Agglomération	228 895 €
CA Vitré Communauté	54 965 €
CC Douarnenez Communauté	10 148 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CC Pontivy Communauté	8 620 €
Ploërmel Communauté	17 006 €

## Centre-Val de Loire

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Agglo du Pays de Dreux	139 584 €
CA Chartres Métropole	159 407 €
CA Châteauroux Métropole	87 676 €
CA de Blois "Agglopolys"	126 243 €
CA Montargoise et Rives du Loing (AME)	49 002 €
CA Territoires Vendômois	32 040 €
CC Chinon, Vienne et Loire	6 908 €
CC Giennoises	4 078 €
Commune de Vierzon	17 236 €
Syndicat des Mobilités de Touraine	419 952 €

## Corse

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA du Pays Ajaccien	70 375 €
CC de la Pieve de l'Ornano et du Taravo	2 975 €
CC de l'Ile-Rousse - Balagne	5 001 €
CC du Sud Corse	18 138 €

## Grand Est

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Ardenne Métropole	96 714 €
CA de Châlons-en-Champagne	93 727 €
CA de Chaumont	41 069 €
CA de Haguenau	94 459 €
CA de Saint-Dié-des-Vosges	73 041 €
CA de Saint-Dizier Der et Blaise	57 262 €
CA d'Epinal	74 819 €
CA du Grand Verdun	16 237 €
CA Epernay, Coteaux et Plaine de Champagne	29 614 €
CA Saint-Louis Agglomération	101 313 €
CA Troyes Champagne Métropole	149 410 €
CC de la Grande Vallée de la Marne	8 999 €
CC de Sélestat	34 935 €
CC des Pays du Sel et du Vermois	16 840 €
CC du Bassin de Pompey	42 386 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CC du Bassin de Pont-à-Mousson	23 011 €
CC du Pays de Sainte-Odile	9 457 €
CC Moselle et Madon	29 926 €
CC Sarrebourg Moselle Sud	10 020 €
CC Terres Toulaises	35 234 €
CU du Grand Reims	349 952 €
Metz Métropole	429 147 €
PETR du Pays de Langres	6 455 €
PETR du Pays du Lunévillois	12 269 €
SM des transports du bassin de Briey	82 608 €
SM des transports urbains Thionville Fensch	211 303 €
SM intercommunal des transports de l'agglomération de Longwy	58 043 €

## Guadeloupe

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA du Nord Basse-Terre	49 835 €
CA du Nord Grande Terre	31 613 €
CA Grand Sud Caraïbe	125 258 €
SM des transports du Petit cul de sac marin	254 793 €

## Guyane

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA du Centre Littoral	142 342 €

## Hauts-de-France

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Chauny Tergnier La Fère	47 117 €
CA Creil Sud Oise	93 702 €
CA de Cambrai	59 025 €
CA de la Baie de Somme	21 833 €
CA de la Région de Château-Thierry	41 086 €
CA de la Région de Compiègne et de la Basse Automne	101 381 €
CA des Deux Baies en Montreuillois	43 764 €
CC des Pays d'Oise et d'Halatte	7 083 €
CC des Sablons	18 575 €
CC du Clermontois	11 313 €
CC Retz en Valois	9 667 €
SI des transports urbains de l'agglomération du Calaisis (SITAC)	146 437 €
SI des transports urbains soissonnais (SITUS)	44 385 €
SM Artois Mobilités	738 970 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
SM de transports urbains de la Sambre	127 449 €
SM des transports du Douaisis (SMTD)	258 130 €

## La Réunion

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	227 376 €
CA du Sud	241 392 €
CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR)	471 790 €

## Martinique

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Martinique Transport	1 269 229 €

## Normandie

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Caux Seine Agglo	48 821 €
CA de la Région Dieppoise	52 880 €
CA du Cotentin	249 811 €
CA Evreux Portes de Normandie	98 996 €
CA Fécamp Caux Littoral Agglomération	27 202 €
CA Flers Agglo	21 769 €
CA Lisieux Normandie	52 972 €
CA Saint-Lô Agglo	35 918 €
CA Seine Normandie Agglomération	31 775 €
CA Seine-Eure	95 030 €
CC Andaine - Passais	3 494 €
CC Coutances Mer et Bocage	1 981 €
CC de Bayeux Intercom	2 488 €
CC du Pays de Honfleur-Beuzeville	6 400 €
CC Yvetot Normandie	3 812 €
CU d'Alençon	46 063 €
Le Havre Seine Métropole	385 172 €

## Nouvelle-Aquitaine

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Agglomération d'Agen	81 358 €
CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS)	107 184 €
CA Bergeracoise	10 219 €
CA de La Rochelle	231 451 €
CA de Saintes	58 955 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA du Bassin de Brive	118 633 €
CA du Bocage Bressuirais	70 044 €
CA du Grand Angoulême	283 131 €
CA du Grand Cognac	47 754 €
CA du Grand Villeneuvois	31 962 €
CA du Libournais	130 534 €
CA du Niortais	172 128 €
CA Grand Châtelleraut	53 500 €
CA Le Grand Périgueux	65 618 €
CA Mont de Marsan Agglomération	34 395 €
CA Rochefort Océan	82 189 €
CA Royan Atlantique	89 409 €
CA Tulle Agglo	15 505 €
CA Val de Garonne Agglomération	57 977 €
CC du Haut Béarn	5 257 €
CC Jalle-Eau-Bourde	16 788 €
CC Maremne Adour Côte Sud	29 291 €
CC Sarlat-Périgord Noir	2 264 €
SM "Pau Béarn Pyrénées mobilités"	239 108 €
Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour	473 200 €

## Occitanie

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Carcassonne Agglo	103 608 €
CA de Castres Mazamet	70 441 €
CA de l'Albigeois (C2A)	73 223 €
CA du Gard Rhodanien	34 328 €
CA du Grand Cahors	27 165 €
CA du Pays de l'Or	46 583 €
CA Gaillac-Graulhet	36 923 €
CA Grand Auch Coeur de Gascogne	22 150 €
CA Grand Montauban	77 352 €
CA Hérault-Méditerranée	39 611 €
CA Le Grand Narbonne	211 089 €
CA Pays Foix-Varilhes	10 544 €
CA Sète Agglopôle Méditerranée	124 214 €
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	106 840 €
CC de Millau Grands Causses	15 377 €
CC Decazeville Communauté	15 834 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
Commune de Figeac	11 655 €
Commune de Mende	10 212 €
Commune de Saint-Sulpice la Pointe	2 528 €
CU Perpignan Méditerranée Métropole	392 163 €
SM transports publics du bassin d'Alès	157 548 €

## Pays de la Loire

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA Agglomération du Choletais	116 051 €
CA de la Presqu'île de Guérande Atlantique (CAP ATLANTIQUE)	168 817 €
CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)	215 035 €
CA du Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie	2 443 €
CA La Roche sur Yon - Agglomération	110 447 €
CA Les Sables d'Olonne Agglomération	37 622 €
CA Pornic Agglo Pays de Retz	45 501 €
CA Saumur Val de Loire	80 088 €
CC Challans-Gois Communauté	1 693 €
CC du Pays de Fontenay-Vendée	3 153 €
CC du Pays Sabolien	5 145 €
CC Mayenne Communauté	3 456 €
CU Angers Loire Métropole	448 716 €
Laval Agglomération	141 171 €

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CA d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette	101 608 €
CA de la Provence Verte	68 156 €
CA de la Riviera Française	98 451 €
CA des Sorgues du Comtat	6 466 €
CA du Grand Avignon (COGA)	280 904 €
CA du Pays de Grasse	106 645 €
CA Gap-Tallard-Durance	77 745 €
CA Provence-Alpes-Agglomération	20 345 €
CA Sud Sainte Baume	26 684 €
CA Terre de Provence	14 078 €
CA Ventoux-Comtat-Venaissin (COVE)	54 925 €
CC Buëch-Dévoluy	2 105 €
CC du Briançonnais	16 683 €
CC du Golfe de Saint-Tropez	19 931 €

Organisme bénéficiaire	Montant de l'aide accordée (arrondis à l'euro)
CC du Guillemet et du Queyras	2 517 €
CC du Pays des Ecrins	2 272 €
CC Rhône Lez Provence	4 569 €
CC Serre-Ponçon	3 320 €



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté**



Affaire suivie par : Martin PIGNON  
Service Transports - Mobilités  
Département Intermodalité - Déplacements  
Tél : 03 39 59 65 73  
Courriel : martin.pignon@developpement-durable.gouv.fr  
STM 2023 - 131

Besançon, le

**28 AOUT 2023**

La directrice régionale adjointe

à

Mmes et MM. les Présidents.es  
des Communautés et Communes

**Objet :** *Décision attributive de subvention d'aide exceptionnelle aux AOM.*  
**P J :** 1.

Conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 29 juin 2023 portant répartition de l'aide exceptionnelle de 100 millions d'euros au soutien des autorités organisatrices de la mobilité, visées par l'article L 1231-1 du code des transports (hors Île-de-France), je vous prie de trouver ci-jointe la décision attributive de subvention en faveur de votre collectivité et signée par M. le Préfet de région Bourgogne-Franche-Comté.

M. MARTI	<input checked="" type="checkbox"/>	M. GOMET	D.G.S.	<input checked="" type="checkbox"/>
M. MEUNIER	<input checked="" type="checkbox"/>	M. PÉREAU	Cabinet	<input checked="" type="checkbox"/>
M <sup>me</sup> COUILLEROT		M. LAGRANGE	Communication	
M. JAUNET		M <sup>me</sup> FALLOURD	P.R.	63 0
M <sup>me</sup> LOUIS		M. FREDON	SL	<input checked="" type="checkbox"/>
M. FRIZOT		M <sup>me</sup> PICARD	P.R.P.	DA <input checked="" type="checkbox"/>
M <sup>me</sup> REYES		M. BURTIN		
M. VERNOCHET		M. GROMPIER	P.A.P.	
M <sup>me</sup> LODDO		M. DURAND		
M. PINTO		M. BAUDIN	M.E.S.E.	
M <sup>me</sup> LEMOINE		M. LUARD	M.A.T.	
M. SOUVIGNY				
M. BALLOT				

La directrice régionale adjointe,

Virginie  
PUCELLE  
virginie.pucelle  
e  
Virginie PUCELLE

Signature  
numérique de  
Virginie PUCELLE  
virginie.pucelle  
Date : 2023.08.24  
18:52:38 +02'00'



Affaire suivie par : Martin PIGNON  
Service Transports – Mobilités  
Département Intermodalité - Déplacements  
Tél : 03 39 59 65 73  
Courriel : martin.pignon@developpement-durable.gouv.fr

## **Décision attributive de subvention**

**EJ N° 2104126070**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
Préfet de la Côte-d'Or,

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 1231-1 et L. 1231-1-1 ;

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2022-832 du 1er juin 2022 relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

Vu le décret n° 2022-1080 du 29 juillet 2022 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargé des transports ;

Vu le décret du 26 septembre 2022 portant nomination de Monsieur Franck ROBINE en qualité de préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de Côte d'Or,

Vu l'arrêté ministériel du 18 avril 2023 relatif à la mise en œuvre d'une aide exceptionnelle de 100 millions d'euros aux autorités organisatrices de la mobilité, visées à l'article L. 1231-1 du code des transports, en faveur des services publics de transport en commun (hors Ile-de-France) ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2023 portant répartition de l'aide exceptionnelle de 100 millions d'euros au soutien des autorités organisatrices de la mobilité, visées par l'article L. 1231-1 du code des transports (hors Ile-de-France);

Vu la dotation modificatrice du budget en date du 03 août 2023 ;

Vu la demande d'aide présentée par CU Le Creusot Montceau-les-Mines en date du 04/04/23 ;

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Face à l'impact de la crise sanitaire et dans un contexte économique marqué par une hausse des prix de l'énergie, les autorités organisatrices de la mobilité sont confrontées à des difficultés de financement. Dans ces circonstances exceptionnelles, l'Etat a décidé d'apporter un soutien financier global de 100 millions d'euros aux autorités organisatrices de la mobilité (hors Ile-de-France), pour préserver l'offre de transports en commun, au cœur de la transition écologique.

L'Etat apporte ainsi un soutien financier à

CU Le Creusot Montceau-les-Mines

Sis : Chateau de la Verrerie - BP 69 - 71206 LE CREUSOT cédex

N° SIRET : 24710029000011

Représentée par M. David Marti au titre de l'exercice 2023 selon les modalités fixées aux articles 2 à 4 de la présente convention de financement.

### **ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION**

CU Le Creusot Montceau-les-Mines, bénéficie d'une subvention de 83403 € (quatre-vingt-trois mille quatre-cent-trois euros) courants.

La transmission à CU Le Creusot Montceau-les-Mines d'une copie de la convention signée par l'administration vaut notification du montant total de la subvention.

### **ARTICLE 3 – IMPUTATION DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

La subvention sera imputée sur les crédits du budget du ministère de la transition écologique ouverts au programme 203 « Infrastructures et services de transport » - action 44 «Transport collectif», sous-action 07 « Compensations AOM », activité 020344COAO99.

Le montant de cette subvention sera versé en une fois sur le compte bancaire ouvert par CU Le Creusot Montceau-les-Mines:

Le paiement sera effectué en une seule fois à la notification de la subvention au compte ouvert à CU Le Creusot Montceau-les-Mines

IBAN : FR56 3000 1001 63F7 1200 0000 043

BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur est la Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Directeur régional des finances publiques de la région Bourgogne-Franche-Comté.

#### **ARTICLE 4 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR**

Cette convention est établie au titre de l'année civile 2023.

Elle prend effet à la date de signature du dernier signataire et prend fin au 31 décembre 2023.

#### **ARTICLE 5 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels entre les parties à la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif compétent.

#### **ARTICLE 6 – ARTICLE D'EXECUTION**

Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté et le Directeur régional des finances publiques de la région Bourgogne-Franche-Comté, comptable assignataire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

A Besançon, le **28 AOUT 2023**

P/O Le Préfet,  
La Directrice Régionale Adjointe,



Virginie PUCELLE